

RÉFORMES À TOUS LES ÉTAGES



Depuis de nombreuses années la fédération des Finances CGT alerte sur les dangers qui guettent l'action sociale dans notre ministère, et pas seulement sur les moyens budgétaires.

Cette action sociale que nous connaissons aujourd'hui s'est construite grâce aux luttes des personnels :



1945 : création du comité national des services sociaux
1954 à 1956 : création de l'action sociale pour le logement et de la société d'HLM du ministère
1968 : mise en place des services sociaux à composition paritaire



1974 : création des délégations départementales
1980 : Epaf (Education Plein Air Finances) ouvre aux familles



1983 : création de l'AGRAF (Association pour la Gestion des Restaurants des Administrations Financières)
1989 : après le grand conflit au ministère, le budget est largement abondé, un programme de construction de 3000 logements est lancé, création de l'aide et du prêt à la première installation, mise en place de l'harmonisation tarifaire, du titre restaurant, naissance du budget d'initiative locale, création d'emplois d'assistantes sociales.



Depuis l'association ALPAF (Association du Logement du Personnel des Administrations Financières) comptabilise environ 10000 logements.

EPAF on brade les résidences

Malgré l'opposition de la plupart des organisations syndicales représentatives, le secrétariat général a décidé de **vendre les ¾ des résidences de vacances** dont l'association EPAF avait la gestion. **Sur 19 résidences** il n'en reste plus **que 5**, dont une colonie. Les sites proposés à la vente sont actuellement vidés en attendant leur mise en vente alors que des frais de gardiennage à la charge de l'EPAF courent.

L'EPAF employait 150 salariés, environ 65 ont bénéficié d'une RCC (rupture conventionnelle collective).

Ce processus de cession est extrêmement long puisqu'il nécessite une évaluation résidence par résidence par la Direction Immobilière de l'État. Ainsi la part de la vente qui devrait revenir à l'Action Sociale (50%) pour effectuer les travaux sur les résidences restantes, risque de tarder à arriver.

LA CGT PROPOSE :

>>> **La CGT revendique le droit aux vacances, pour toutes et tous (actifs, retraités, contractuels).** Nous soutenons qu'il faut au contraire développer le patrimoine social afin de permettre aux salariés et à leur famille de partir dans les meilleures conditions. La constitution d'un patrimoine étant une garantie de pérennité de l'existence même d'une politique sociale en faveur des agents.

>>> **La CGT Finances revendique le départ des colonies** dans tous les départements et arrêter ainsi la gabegie économique et écologique du départ régionalisé actuel.



Délégations au plus loin des agents

Les délégations d'action sociale voient petit à petit leurs équipes se réduire, voire disparaître.

La nouvelle organisation du réseau prévoit que soit nommé un délégué de proximité pour chaque département, mais pas obligatoirement implanté physiquement dans le département. Il nous est demandé d'examiner les départements au sein desquels la présence permanente d'un délégué sur site est nécessaire ! Les critères envisagés sont le nombre d'actifs dans le département, l'enclavement et l'accessibilité du département, la présence de restaurants financiers.

Des recrutements de responsables régionaux ont été lancés en mars et seront effectifs au 1/09/22. Une formation est prévue à l'automne.

LA CGT PROPOSE :

>>> **Nous revendiquons un délégué en poste dans chaque département, accompagné a minima d'un assistant de délégation.** Afin de faire connaître les prestations d'action sociale et mieux communiquer il est impératif de recruter des délégués partout où il n'y en a plus et de renforcer où cela est nécessaire les équipes en manque de personnel.

>>> La proximité est pour nous la meilleure alliée de l'action sociale.

Dans la nouvelle « formule » proposée il y aura un « super délégué » avec une compétence régionale, des délégués, mais à l'inverse il n'y aura plus d'assistants de délégation.

Pour la CGT, ce n'est pas une strate supplémentaire qui palliera le manque d'informations des agents actifs et retraités de ce ministère.

Gouvernance on regroupe pour supprimer

A Bercy plusieurs associations gèrent les prestations d'action sociale : AGRAF, ALPAF, EPAF, ATSCAF, Place des Arts, CSMF (Club Sportif du Ministère des Finances).

Encore une fois le secrétariat général fait fi des observations des organisations syndicales et passe en force. Il va donc créer **une nouvelle structure** qui regroupera les associations du ministère ainsi que la coopérative, **sous la forme d'une faitière.**

Le but étant de mutualiser certaines fonctions supports comme la communication.

Derrière cette réforme il est à craindre des suppressions de postes et/ou des réintégrations.

LA CGT PROPOSE :

>>> Chaque association a ses spécificités et son champ d'action, **les regrouper n'améliorera pas les prestations proposées par l'action sociale.**

>>> **Mieux communiquer auprès des agents est possible.** Il suffit de mieux flécher les associations en leur donnant un nom plus parlant mais également recruter des délégués en nombre suffisant pour faire le lien avec les actifs et les retraités.



www.cgtfinesances.fr

